

# MARCHE PUBLIC DE SERVICE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION ( RC )

### ***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

État – Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche  
Direction Départementale des Territoires de la Savoie

### ***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Savoie par délégation de  
Madame la Préfète de la Savoie

### ***Objet de la consultation***

Validation des points noirs du bruit sur le réseau routier national non concédé

### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **mardi 30 septembre 2025 à 12h00**

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Variantes.....	4
2-5. Durée du marché et délais d'exécution.....	4
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2-7. Délai de validité des offres.....	4
2-8. Propriété intellectuelle.....	5
2-9. Clauses environnementales et sociales.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	5
3-1. Documents fournis aux candidats.....	5
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	5
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	7
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	8
4-1. Sélection des candidatures.....	8
4-2. Jugement et classement des offres.....	8
4-3. Critère de sélection des offres.....	8
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	10
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	10
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.....	11
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	12

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage" et le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne la validation des points noirs de bruit (PNB) détectés lors du diagnostic réalisé dans le cadre de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du 2 mars 2023, à compléter avec les données relatives aux Cartes de Bruit Stratégique (CBS) pour les infrastructures routières non concédées dont l'État est gestionnaire dans le département de la Savoie, soit la RN90 et la RN201 et, d'autre part, une mission d'assistance technique pour la réalisation des travaux pour les PNB certifiés.

La méthode de travail à mettre en œuvre se décompose suivant les étapes suivantes :

- Tranche ferme : Confirmation des PNB et détermination technique et financière des travaux
  - Phase 1 : confirmation de l'état de PNB pour les bâtiments situés dans le périmètre d'étude.
  - Phase 2 : pour chacun des PNB définis en phase 1 :
    - diagnostic acoustique pour confirmer le besoin d'isolation,
    - définition des travaux d'isolation de façade et détermination des coûts de travaux pour ramener le niveau sonore intérieur au niveau réglementaire.
- Tranche optionnelle : Mission d'assistance technique auprès de la DDT et des propriétaires des locaux pour la réalisation des travaux d'isolation de façade, pour les PNB tels que définis en tranche ferme.
  - Phase 1 : passation des marchés de travaux :
    - établissements des dossiers de consultation des entreprises de travaux,
    - consultation et choix des entreprises,
    - passation des contrats de travaux et rédaction des conventions Etat / propriétaire.
  - Phase 2 : suivi d'exécution et coordination des travaux.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : aux abords des routes nationales 90 et 201 dans le département de la Savoie.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon une **procédure de marchés publics à procédure adaptée** définie à l'article R.2123-1 du CCP et sous la forme d'un **marché à tranches optionnelles** tel que défini à l'article R.2113-4 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

La tranche ferme correspond à la confirmation des PNB et à la détermination technique et financière des travaux de résorption de la nuisance sonore.

La tranche optionnelle (n°1) correspond à une mission d'assistance technique auprès de la DDT et des propriétaires des locaux pour la réalisation des travaux d'isolation de façade, pour les PNB tels que définis en tranche ferme.

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature, en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

### **2-4. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **2-5. Durée du marché et délais d'exécution**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

## **2-6. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-8. Propriété intellectuelle**

Les conditions sont définies à l'article 3 du CCAP.

## **2-9. Clauses environnementales et sociales**

Sans objet.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait exclusivement par téléchargement sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La référence PLACE de la consultation est : « **DDT73-2025-BRUIT-PNB** »

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

**L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) au stade de l'attribution du marché.**

## **3-1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication ;
- Le présent Règlement de Consultation (RC) et son annexe ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Charges (CC) et ses annexes.

### **3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes. Les documents devront adopter des titres précis pour être facilement identifiables par le RPA.

**=> Dans un sous dossier :**

**– Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat** comprenant :

- **Situation juridique :**

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP ; à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> ;
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

*Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du CCP seront exclus. Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du CCP pourront être exclus.*

- **Capacité économique et financière :** une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles (en euros HT).
- **Référence professionnelle et capacité technique :**
  - A – Expérience : la présentation d'une liste des principales prestations réalisées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
  - B – Capacités professionnelles : l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise.
  - C – Capacités techniques : une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations de ce marché public.

**=> Dans un autre sous dossier :**

**– Un projet de marché** comprenant :

- **L'Acte d'Engagement (AE) :** cadre ci-joint à compléter, et dater par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Le candidat devra y désigner la/les personne(s) physique(s) affectée(s) à la mission.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article R.2193-1 à 2 du CCP, le candidat devra compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement – Formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés à l'adresse de courriel indiquée dans l'acte d'engagement.

Cette adresse doit donc être régulièrement consultée et avoir identifié l'adresse du profil acheteur comme expéditeur légitime afin d'éviter l'orientation des messages adressés au candidat par le RPA via le profil acheteur vers les courriers indésirables. Les courriels transmis par le pouvoir adjudicateur à l'adresse indiquée par le candidat seront réputés valablement envoyés et ne feront pas l'objet d'envoi à toute autre adresse. Si aucune adresse électronique n'est indiquée par le candidat, l'offre sera considérée comme irrégulière.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 6-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'AE.

- **La liste des prix (LP)** : cadre ci-joint à compléter sans modification. Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant.

– **Les documents explicatifs** : au projet de marché sera joint le **mémoire technique et explicatif** comportant les documents suivants :

- **1 – Une note méthodologique** indiquant les principales mesures prévues pour assurer la mission. Il s'agira de **présenter le déroulement et la méthodologie mise en œuvre pour chaque tranche et à chaque étape décrite à l'article 1 du présent règlement de consultation**, notamment pour :
  - la tranche ferme, en détaillant la mise en œuvre par critères visant à la qualification PNB des bâtiments ;
  - les différentes mesures acoustiques et modélisations ;
  - l'évaluation technique et financière des travaux dans les bâtiments ;Des modèles de fiche de rendu de l'étude (acoustique, fiche bâtiminaire, etc.) sont à fournir.
- **2 – Un calendrier prévisionnel** de l'exécution des prestations.
- **3 – Une note décrivant les moyens matériels, logistiques et en personnel mobilisés** pour réaliser les prestations de chaque tranche. La note précisera le temps passé par catégorie de personnel et les compétences requises (spécialité, niveau de qualification et références, CV).
- **4 – Tout élément susceptible d'apporter des informations relatives aux procédés et moyens d'exécution envisagés et présentant un caractère pertinent** pourront également être apportés.

En cas de groupement de prestataires chaque document explicatif demandé doit être unique pour l'ensemble du groupement. **Il est attendu que les documents explicatifs soient précis et concis.**

### **3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP (voir modèle en annexe).
- Les certificats fiscaux et sociaux.
- Les pièces prévues aux articles R.1263 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail.
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 du CCP (généralement, il s'agit du numéro SIRET) ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduit en français.
- L'acte d'engagement daté et signé électroniquement par le candidat selon les modalités détaillées à l'annexe 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. **Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises au plus tard 15 jours avant la notification du marché.

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies à l'article L.2152-2 à 4 du CCP et les offres anormalement basses à ses articles L.2152-5 et 6.

Les offres inappropriées et les offres anormalement basses ainsi que les offres inacceptables seront éliminées par le RPA. Les offres irrégulières pourront être régularisées, au choix du RPA.



Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution		Pondération	
		Total	Sous-détail
Le prix des prestations (critère prix)		30,00 %	
La pertinence et la cohérence de la proposition technique de l'offre (critère valeur technique)	Méthodologie d'exécution proposée (sous critère 1)	70,00 %	50,00 %
	Moyens humains et matériels (sous critère 2)		50,00 %

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

### 4-3. Critère de sélection des offres

Chaque offre se verra attribuer une note globale **G** en fonction de la note du critère « prix » **N<sub>prix</sub>** et de la note du critère « valeur technique » **N<sub>VT</sub>**, calculée à l'aide de la formule suivante :

$$G = N_{\text{prix}} \times 0,3 + N_{\text{VT}} \times 0,7$$

Les notes **N<sub>prix</sub>**, **N<sub>VT</sub>**, et **G** seront arrondies au nombre entier par excès :

- si la 1ère décimale est comprise entre 0 et 4, le chiffre de l'unité est inchangé ;
- si la 1ère décimale est comprise entre 5 et 9, le chiffre de l'unité est augmenté au chiffre supérieur.

#### 1) Critère prix

La note du critère « prix » **N<sub>prix</sub>** est obtenue selon la formule suivante :

$$N_{\text{prix}} = 100 \times (2 - (P_i / P_0)) \quad \text{où } P_0 \text{ est l'offre la moins-disante}$$

$P_i$  le montant de l'offre jugée

$N_{\text{prix}}$  la note prix de l'offre jugée

#### 2) Critère valeur technique

La note du critère « valeur technique » **N<sub>VT</sub>** est obtenue selon la méthodologie suivante : chacun des 2 sous-critères fera l'objet d'une cotation individuelle et sera noté 0, 1, 2, 3, 4 ou 5, toute décimale étant proscrite, en s'appuyant sur l'échelle de notation suivante :

- La note 0 (sur 5) est attribuée à une offre comportant peu d'informations utiles au jugement sans pouvoir être déclarée irrégulière,
- La note 1 (sur 5) est attribuée à une offre qui répond de manière très succincte ou très insuffisante au cahier des charges ou qui présente des incohérences graves,
- La note 2 (sur 5) est attribuée à une offre qui répond de manière succincte ou partielle au cahier des charges ou qui présente des incohérences significatives,
- La note 3 (sur 5) est attribuée à une offre qui répond au cahier des charges ou qui présente des incohérences mineures,
- La note 4 (sur 5) est attribuée à une offre qui répond de manière satisfaisante et complète au cahier des charges,
- La note 5 (sur 5) est attribuée à une offre qui répond de manière très satisfaisante au cahier des charges ou comporte des plus-values significatives.

La note de la valeur technique **N<sub>VT</sub>** est obtenue en faisant la somme des notes pour chaque sous-critère en respectant la pondération retenue :

$$N_{VT} = [(note\ du\ sous-critère\ 1 \times 0,50) + (note\ du\ sous-critère\ 2 \times 0,50)] \times (100/5)$$

### 3) Classement final

La meilleure offre est celle qui obtient la valeur de **G** la plus élevée, puis les offres sont classées par valeur décroissante de **G**.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence « **DDT73-2025-BRUIT-PNB** ».

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement de consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre ; il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ; ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, xls, odt, ods seront acceptés ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise seront signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par voie électronique dans le délai fixé pour la remise des offres. Elle devra contenir l'ensemble des pièces exigées pour être regardée comme complète conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du CCP. Les autres documents sont refusés sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique**

### **Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » :

<p>Direction Départementale des Territoires de la Savoie – SEEF/ECV L'Adret – 1 rue des Cévennes – BP 1106 73 011 CHAMBERY CEDEX</p> <p>Copie de sauvegarde pour la consultation : <b>DDT73-2025-BRUIT-PNB</b> <i>Préciser le nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(*)</sup></i></p> <p><b>« COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR »</b></p>
---

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de consultation.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise seront signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées ci-dessus :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres remises par voie électronique. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été

- reçues.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée à l'article 5-1 du présent règlement de consultation.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

## Entête de l'entreprise

### Déclaration sur l'honneur de non interdiction de soumissionner

Je soussigné (**nom, prénom, qualité**) xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx de la société (**dénomination, adresse, et numéro de SIRET**) xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du Code de la commande publique.

A xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Le xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

**Signature du déclarant**

*Pièce exigée du dirigeant principal de l'entreprise (gérant ou PDG selon les cas) **et** du signataire de l'acte d'engagement. Attention, c'est bien la **personne physique** qui doit s'engager et non la société (cf. article L.2141-1 du CCP).*